

Convention collective

IDCC : 9621. – **EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE
ET D'ÉLEVAGE ET CUMA
(PAS-DE-CALAIS)
(20 janvier 1976)**

(Etendue par arrêté du 26 août 1977,
Journal officiel du 7 octobre 1977)

AVENANT N° 53 DU 3 JUILLET 2006 (1)

NOR : *AGRS0697114M*
IDCC : 9621

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Pas-de-Calais ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation du matériel agricole ;

D'une part, et

La fédération de l'agriculture CFTC-AGRI ;

Le syndicat général agroalimentaire CFDT du Pas-de-Calais,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Il est créé un article 49, « Convention de forfait sur une base annuelle d'heures de travail pour les services de remplacement », au chapitre III.

Le personnel technique des services de remplacement en agriculture du Pas-de-Calais est amené à gérer de façon autonome son horaire de travail et n'en rend compte qu'*a posteriori* à son employeur en raison de :

- la diversité des lieux d'intervention de ce personnel technique ;
- la diversité des horaires pratiqués dans les exploitations agricoles notamment liés à la diversité des activités de ces nombreuses exploitations agricoles ;
- l'éloignement des lieux d'exécution des prestations par rapport au siège de l'entreprise ne permettant pas à l'employeur ou son représentant de contrôler la présence ou les horaires de travail du personnel technique des services de remplacement.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

De plus, l'indisponibilité généralement non prévisible des personnes remplacées a pour conséquence que la durée du temps de travail ne peut être prédéterminée.

Le personnel technique des services de remplacement revêt donc le caractère de personnel itinérant.

En application de la loi, ce personnel itinérant peut se voir proposer une convention de forfait sur une base annuelle d'heures de travail.

Article 49

Convention de forfait sur une base annuelle d'heures de travail pour les services de remplacement

Conformément à l'article 11.3 de l'accord de 1981 sur la durée du travail en agriculture, les services de remplacement en agriculture du Pas-de-Calais, constitués sous forme de groupements d'employeurs, agréés par les services de l'ITEPSA, pourront proposer à leur personnel technique itinérant non cadre des contrats de travail à durée indéterminée à temps plein, sous le régime d'une base annuelle d'heures de travail.

Ces conventions de forfait ne pourront être proposées qu'aux salariés occupant au minimum l'indice 301 de la grille de classification en vigueur.

La convention de forfait ne pourra porter sur une durée annuelle de travail supérieure à 1 607 heures travaillées.

Les heures travaillées au-delà de 35 heures hebdomadaires sont récupérées par moitié à l'initiative de l'employeur et par moitié à l'initiative du salarié.

Au cours des périodes de récupération imposées par l'employeur, le délai de prévenance pour suspendre cette période et assurer une mission est de 48 heures, sauf cas d'urgence (y compris pour remplacer un membre du personnel se trouvant dans l'incapacité d'assurer sa mission). Le refus par le salarié de suspendre en cas d'urgence la période de récupération ne peut être considérée comme une faute.

Les demandes de périodes de récupération faites par le salarié avec un délai de prévenance inférieure à 1 mois pourront être refusées. La demande ne pourra porter sur une durée inférieure à 7 heures.

Le salarié recevra une majoration de salaire du fait de l'application du forfait heures annuelles. La somme des majorations applicables sur les heures travaillées au-delà de 35 heures hebdomadaires fera l'objet d'une mensualisation calculée sous forme de pourcentage de 4 % appliqué sur le salaire mensuel de base versé au salarié et apparaissant distinctement sur la fiche de paye. En fin de période de référence (année civile), une vérification sera opérée donnant lieu à un versement complémentaire, s'il s'avère que la somme versée par cette mensualisation est inférieure à la somme des majorations ; dans le cas contraire, l'excédent perçu par le salarié lui restera acquis.

Le dépassement de la durée annuelle du travail fixée par la convention de forfait (1 607 heures annuelles) conduit à traiter en heures supplémentaires les heures excédant la durée annuelle forfaitaire. Un rappel de salaire devra figurer sur le bulletin de salaire.

L'application de ce forfait annuel en heures implique un décompte individuel du temps de travail qui est effectué par l'intéressé et transmis à fin de chaque semaine de travail à l'employeur, qui s'assure de son exactitude,

veille au respect de la réglementation relative à la durée maximale du travail et au respect des clauses de la convention collective applicable. Chaque remplaçant recevra mensuellement un état de sa situation (nombre d'heures travaillées, nombre d'heures à récupérer,...).

Le personnel en fonctions lors de la mise en place de ce contrat se verra proposer un avenant à son contrat de travail ; le refus d'accepter cette modification du contrat de travail ne peut constituer une faute.

Article 2

Application

Le présent accord est applicable à la date du 1^{er} août 2006.

Article 3

Extension

Les parties signataires du présent avenant en demandent l'extension.

Fait à Arras, le 3 juillet 2006.

(Suivent les signatures.)